Délibération n°20191004_31
Séance du Conseil d'administration du 4 octobre 2019

Nombre de membres composant le conseil (effectif statutaire) : 30
Nombre de membres en exercice : 30
Membres présents : 19
Membres représentés : 6
Quorum : 15
Majorité requise pour le vote : 13

Pour : 

DÉCISION

AVIS

INFORMATION

Lettre de cadrage budgétaire 2020

Le conseil d'administration

DECIDE

d’approver la lettre de cadrage budgétaire 2020 figurant en annexe.

Abstention(s) : 2
Votants : 25
Blanc(s) ou nul(s) en cas de vote à bulletin secret : 0
Suffrages exprimés : 23
Pour : 23
Contre : 0

La présente délibération est adoptée.

Fait à Sevenans,

Le Directeur

Gérald MONTAVON

Cette délibération fait l'objet d'une transmission au recteur d'académie, chancelier des universités et est publiée sur le site internet de l'UTBM.
LETTRE DE CADRAGE BUDGETAIRE
PROJET DE BUDGET INITIAL 2020

PREAMBULE

Sous réserve des aléas de la vie institutionnelle pouvant survenir d’ici la fin d’année, 2019 aura été significative en termes de changements. Sur le plan organisationnel, le déploiement concret des quatre pôles pluridisciplinaires (Industrie 4.0, Mobilité et Transports, Energie et Informatique et Humanités) s’est traduit par une construction budgétaire 2019 opérée avec les responsables de pôles, puis une exécution des recettes et dépenses menée par ces derniers, dans un étroit dialogue avec le service financier et la direction de l’établissement. Des avancées très significatives en matière d’efficience des achats et d’optimisation dans des usages mutualisés ont été notés. Les plafonds de crédits ouverts en matière de dépenses de fonctionnement et d’investissement ont, par ailleurs, après tenue des commissions budgétaires, été relevés (hors ceux du CRB « pilotage » et des services centraux).

Amorcés avec un effet minorant de 18% entre les crédits ouverts en 2018 et ceux de 2019, ils n’ont au final été réduits que de 12% (9% en fonctionnement et 19% en investissement). La fraction de fond de roulement, dont la consommation fut offerte dès le budget initial à hauteur de 500 k€, sera consommée pour 100%, essentiellement par le pôle Industrie 4.0, dont les besoins sont et demeurent considérables.

Les recettes auront été conformes aux attentes, avec une embellie inespérée concernant la taxe d’apprentissage : prévue pour 375 000 €, en baisse consécutivement à la réforme de la taxe d’apprentissage, elle se situera finalement autour de 650 000 €. Une prudence reste de mise toutefois pour 2020 sur la prévision de recette, la réforme entrant pleinement en vigueur. Les dépenses montrent un taux de consommation optimal en ce qui concerne l’enveloppe des crédits de fonctionnement, mais relativement faible pour ce qui est de l’investissement. Un budget rectificatif sera proposé aux administrateurs en octobre 2019 pour ajuster les crédits. L’une des causes provient d’aléas temporels dans les montages de dossiers. L’autre, principale et en lien avec la précédente, provient d’un cadre budgétaire annuel avec des prévisions conséquentes (OPEN LAB, protocole Nord Franche-Comté) qui connaissent des retards dans la concrétisation des travaux. Un travail conséquent opéré au service financier permet par ailleurs d’inscrire dorénavant les projets dimensionnants de l’UTBM (incluant le SAIC) dans la pluriannualité. C’est ainsi répondre à une demande soutenue des autorités académiques mais surtout, s’offrir un outil de pilotage efficace.

1. LES RECETTES

Concernant les recettes, la principale source de financement pour l’UTBM est logiquement constituée de la subvention (SCSP) pour charges de service public allouée par sa tutelle : le MESRI. (cf. Tableau 1 : Subvention Etat 2020 – page 7).

Les premières approches permettent d’évaluer cette subvention pour un montant de 29 504 148 €. La compensation pour charge de masse salariale, hors SAIC, s’élèverait à 27 042 017 €. Malgré la disparition de la compensation de la charge du « GVT » (glissement vieillesse technicité), la SCSP serait en 2020 en progression de 462 215 €, soit 1,6% entre les exercices 2020 et 2019. Les crédits de fonctionnement s’élèveraient quant à eux à 2 603 711 €. L’accompagnement financier de l’Etat au profit de l’UTBM est constant, et, tout en considérant que des dispositifs obligatoires de type « plan Sauvadet » sont compensés, c’est une croissance de 3,3%, soit 934 814 €, entre 2017 et la prévision 2020. Il faut garder en mémoire qu’en 2017, l’UTBM a bénéficié d’une contribution supplémentaire de 472 936 € pour compensation de progression d’effectifs, qui est désormais une recette pérenne et soclée.

Les recettes globales de l’UTBM, hors SAIC et Fondation, mais incluant les prévisions conséquentes de l’OPEN LAB, s’élèveraient à 34 501 482 €. Certains points à ce sujet nécessitent d’être soulignés. Le premier, et il est essentiel, concerne la recette de la taxe d’apprentissage. Il fut anticipé pour le budget initial 2019 une chute conséquente de cette recette, en lien avec le nouveau cadre réglementaire régissant l’alternance, notamment la méthode et les habilitations des organismes collecteurs (Loi 2018-771 du 5 septembre 2018 ; article L6241-2 du code du travail). Le budget rectificatif 2019-1 permettra d’augmenter cette prévision car l’impact financier est déporté d’une année. En ce qui concerne l’année 2020 toutefois, il est fortement recommandé de réduire cette prévision des recettes à 375 000 € (pour 650 000 € en 2019 après BR1). La troisième recette budgétaire de l’UTBM, après la SCSP et les droits d’inscription, est constituée du financement par le CFAI des formations d’ingénieurs par alternance. Le travail mené chaque année avec le CFAI permet une lente, mais significative, progression de cette recette. Une reprise complète du processus de facturation permet d’inscrire cette recette à un niveau de 650 000 € pour 2020, soit une progression de 25 000 € par rapport à l’année précédente.

Le poste des droits d’inscription restera stable à 980 000 €. Le transfert des droits d’inscriptions perçus pour les doctorants, aujourd’hui inscrits à la ComUE UBFC, n’a pas encore eu d’incidence significative. Par ailleurs, il n’est pas évoqué à ce jour d’évolution concernant la position de l’UTBM qui, pour la rentrée 2019, a choisi de ne pas appliquer le dispositif réglementaire d’augmentation des droits d’inscription aux étudiants extra-communautaires. Enfin, sur cette thématique, le projet d’évolution homogène des droits d’inscription envisagé à la fois par les UT et les INS a n’aura aucun aboutissement en 2020. Le « CRUNCH LAB », bénéficiant d’attention particulière. La diversité des actions menées et des recettes conséquentes liées à la forte visibilité du dispositif laissent entrevoir pour 2020 des recettes à hauteur de 1 461 850 €. Les financeurs seront essentiellement l’UTBM (550 000 €), le CRBFC (195 000 €), les collectivités départementales (Grand Belfort et le Conseil départemental du Territoire de Belfort pour 40 000 €), les entreprises et individuels. Il s’agira de financer les activités qui seront essentiellement tournées vers le cœur de métier (CRUNCH LAB), sa mobilité (CRUNCH LAB mobile), le DU « Fab Manager », les projets institutionnels (PME 4.0 pour 125 750 € et FEDER « marionnettes » pour 86 000 €), et les prestations diverses aux entreprises et particuliers (70 100 €).

Il est utile enfin de relever l’inscription de 30 000 € en recettes de fonctionnement, et son pendant en dépenses, constitués d’un fond d’amorçage pour le déploiement du projet « territoire d’innovation », dont le résultat sera annoncé fin septembre 2019, a priori.
2. LES DEPENSES

Concernant les dépenses, à ce stade des travaux, l’accent est mis sur les besoins en matière de ressources humaines d’une part, et celles qui seront consacrées aux dépenses significatives gérées par le service du patrimoine d’autre part, toutes deux fortement conditionnantes pour les marges dégagées pour les œuvres d’activités universitaires : l’enseignement et la recherche.

La prévision de masse salariale 2020 s’élève à 25 426 952 €, hors SAIC. C’est une progression de dépense se montant à 662 773 € par rapport à l’exécution 2018, soit + 2,8%.

Plusieurs raisons expliquent cette progression.


Par ailleurs, il sera conduit en 2020 une campagne d’emploi significative qu’en 2019 : 2 professeurs des universités (dont un par la voie dite « 46-3 »), 4 maîtres de conférences, 1 professeur du second degré, 4 concours pour la filière BIATSS (1 IGE et 3 techniciens sur postes vacants), 1 promotion de corps et 2 promotions de grade en ce qui concerne les agents contractuels.

Le niveau cumulé des vacations, heures complémentaires et heures de référentiel est placé dans une première approche à 1 1078 131 €, soit au niveau de 2019. Néanmoins, ce niveau sera revu à la baisse pour prendre en compte la disponibilité horaire offerte par les nouveaux recrutements. Cette demande, formulée dès 2018, ne s’est, pour l’instant, pas traduite par une baisse à due proportion des entrants nouvellement nommés. Certes, la carte des formations 2018-2019 se traduit par une augmentation de 192 hETD, mais le ratio thématique « services retenus/service dus » se situerait à hauteur de 1,6, ratio très significatif nécessitant d’être contenu et réduit. Le tableau 3 : Analyse services enseignement 2019/2020 – page 8, issu des analyses pour l’exercice 2018/2019, souligne, par pôles, la consommation d’hETD, mis en parallèle du niveau d’hETD affectés par l’institution (agents titulaires, ECC, ATER, services des contractuels, doctorants).

Quelques mesures et indicateurs d’activité RH, dont l’impact financier est moins important que l’affirmation de choix stratégiques ou dispositifs réglementaire sont relevés par ailleurs. Peuvent être cités l’instauration de décharges partielles de service pour les nouveaux maîtres de conférences (32 hETD), l’extension en année pleine du RIFSEEP pour la filière des bibliothèques, l’arrêt du dispositif SAUVADET et le doublement de l’enveloppe consacrée aux emplois étudiants afin de créer la fonction d’étudiant-tuteur.

Enfin, à ce stade de construction budgétaire, l’UTBM disposerait en 2020 de 354,2 ETP répartis entre 181, 83 ETPT enseignants chercheurs/enseignants pour une masse salariale de 15 854 429 € (soit une moyenne de 87 194 €) et 172,37 ETPT BIATSS pour une masse salariale de 9 031 460 € (soit une moyenne de 52 396 €). Par ailleurs, l’enveloppe des régimes indemnitaires des BIATSS pour 2020 serait de 856 000 € (RIFSEE, etc.). Quant à celle des enseignants chercheurs et enseignants, elle s’élèverait à 636 000 € (PEDR, PPCR, PRES, heures de référentiel, primes des ECC).

La poursuite de projection des axes principaux de la construction budgétaire doit se faire en analysant les questions patrimoniales. Cela peut paraître paradoxal, car le cadre des missions de formation et de recherche, majoritairement financé par la SCSCP (87% des recettes de l’établissement), ne devrait pas faire figurer cette préoccupation comme prioritaire dans la construction budgétaire (le bâti est confié à l’UTBM par le biais d’une convention d’occupation).

Pourtant, force est de constater que les investissements liés au maintien sécuritaire et qualitatif du bâti constituent des charges de premier ordre de l’établissement. De même, et par conséquence, les questions d’amortissements, sensiblement orientées par les investissements bâmentaires, pèsent sévèrement sur les charges de fonctionnement.

Enfin, les obligations liées à la sécurité et le confort (exemple du système de sécurité incendie à Sevenans qui a déjà pesé pour 380 000 € sur les budgets présents et passés, sans compter les charges à venir et la viabilisation sur laquelle il n’existe guère de marges de manœuvre, contraignent substantiellement les budgets.

La charge de la dotation aux amortissements, exercice « fictif » sur le plan comptable puisqu’il ne s’agit aucunement de provisions destinées au renouvellement des immobilisations, est d’une importance majeure.

Le tableau suivant est à ce titre éclairant.

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>2017</th>
<th>2018</th>
<th>2019 BR1</th>
<th>2020</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>Dotation aux amortissements</strong></td>
<td>3 283 802 €</td>
<td>2 983 769 €</td>
<td>2 250 000 €</td>
<td>2 384 415 €</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Crédits directs destinés à l’enseignement (fonc hors SAIC, hors MS) en AE</strong></td>
<td>1 108 245 €</td>
<td>1 213 857 €</td>
<td>1 993 224 €</td>
<td>NC</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Crédits directs destinés à la recherche (fonc hors SAIC, hors MS) en AE</strong></td>
<td>312 038 €</td>
<td>279 964 €</td>
<td>287 900 €</td>
<td>NC</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Un « effet d’aubaine » fut, en 2018, l’arrêt d’une dotation aux amortissements décennale liée à de grands travaux, notamment l’extension du bâtiment « pile à combustible ». Il faut avoir en mémoire que la gestion rigoureuse de l’UTBM au cours des années passées a généré un fonds de roulement conséquent (12 723 473 € au 31 décembre 2018), véritable atout pour déployer le projet d’établissement. Mais la charge des amortissements qui sera consécutive à ces investissements conséquents, dès l’année 2021, formera l’une des clés de voute des constructions budgétaires à venir.


De multiples facteurs font varier ces coûts, mais l’issue en termes de poids financier est globalement le suivant : 44,31 €/m² en 2016 ; 49,79 €/m² en 2017 ; 30,31 €/m² en 2018. La baisse significative pour l’année 2018 est en lien avec un très net ralentissement des travaux engagés sur cette période. A noter que la charge de copropriété du bâtiment 14 à Belfort est amenée à disparaitre, ou du moins à être
réduite, pour la fraction liée à l’exploitation du second étage, dont le projet de rétrocession à l’Etat est prévu dans le cadre du SPSI.

<table>
<thead>
<tr>
<th>Charges de copropriétés du bâtiment 14 à Belfort</th>
<th>2016</th>
<th>2017</th>
<th>2018</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>189 600 €</td>
<td>188 228 €</td>
<td>175 560 €</td>
</tr>
</tbody>
</table>

La charge de viabilisation (eau, gaz, électricité) est elle aussi largement conditionnante. D’autant que, et malgré une attention de chaque instant ainsi que des investissements conséquents, les aléas climatiques ainsi que l’activité quotidienne d’une université n’autorisent que très peu de marges d’actions.

En la matière, le récapitulatif suivant peut être établi.

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>2016</th>
<th>2017</th>
<th>2018</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>Eau</strong></td>
<td>54 570,56 €</td>
<td>35 288,59 €</td>
<td>30 145,96 €</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Gaz</strong></td>
<td>328 197,60 €</td>
<td>352 441,52 €</td>
<td>385 615,49 €</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Électricité</strong></td>
<td>383 254,00 €</td>
<td>420 267,62 €</td>
<td>408 708,36 €</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td>766 022,16 €</td>
<td>807 997,73 €</td>
<td>824 469,81 €</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Ces chiffres sont conformes à la période d’observation concernant les volumes consommés. Ils peuvent être différents des chiffres arrêtés aux différents comptes financiers. En effet, l’influence de la date de paiement et son impact sur l’année de référence peut modifier cette donnée.

Les bouleversements climatiques induisent l’adoucissement global (degrés, jours unifiés) des hivers et donc un allègement de ce poste. Néanmoins, les systèmes ne sont pas à l’abri d’aléas (fuites d’eau par exemple) et la dépense à l’évolution du coût de la molécule (Kwh, m³, litre) consommée ainsi que des taux des taxes et autres coûts pour traitements obligatoires, tel que celui des eaux. Ainsi, les courbes comparées des « volumes » consommés doivent être déconnectées de l’évolution du poids financier de ces chapitres.

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>2016</th>
<th>2017</th>
<th>2018</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>Eau (m³)</strong></td>
<td>17 449</td>
<td>8 523</td>
<td>7 651</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Gaz (Kwh)</strong></td>
<td>7 002 302</td>
<td>6 343 282</td>
<td>5 798 459</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Électricité (Kwh)</strong></td>
<td>3 649 736</td>
<td>3 714 750</td>
<td>3 396 916</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Les montants arrêtés en 2018 (2019 non fiabilisé à ce jour) seront reconduits pour 2020. L’expérience montre que les économies réalisées sur les postes de gaz (chauffage – hivers moins rigoureux) et d’électricité (surveillance constantes – appareils informatiques et technologiques régulièrement moins énergivores) sont compensés, en cours d’année, par les évolutions tarifaires, les évolutions des taxes et les accidents sur les réseaux d’eau.

Ce raisonnement est éclairé par la baisse de consommation de gaz (5,8 MkWh en 2018 pour 7 MkWh en 2016), alors que les factures augmentent dans le même temps de 330 k€ à 385 k€.

**3. PILOTAGE ECONOMIQUE**

Enfin, le dernier point de cette lettre de cadrage, concerne la politique générale de pilotage économique.
L’année 2019, conformément aux directives exprimées dans la lettre de cadrage puis le rapport budgétaire 2019, a vu se déployer de nouvelles mesures, essentiellement conduites par le Pôle d’aide au pilotage et le service financier. Les marges de progrès constatées cette année ont été considérables et seront confirmées pour cette préparation budgétaire 2020.

Pour ne citer que les points majeurs :

- un pilotage de la dépense avec la construction des tableaux de bord décisionnels et de suivi ;
- une nette avancée sur le suivi de la recette avec la construction d’un tableau de bord (UTBM et SAIC) ;
- un travail suggéré par les services académiques sur la pluri-annualité des dépenses, outil qui sera directement optimisé pour la construction budgétaire 2020 et conduit par le responsable du service financier ;
- une nette avancée en terme de reconnaissance et crédibilité du pôle d’aide au pilotage. Par l’entrée des questions du tableau de bord de direction et de l’avancement du CIB-CIC, un appui qualitatif est offert tant aux directions fonctionnelles qu’aux services centraux et à la direction, et deviendra indispensable.

L’ensemble de ces équilibres à peine éclairés par cette note, permet de proposer les plafonds budgétaires précisés dans le tableau 5 : Plafonds budgétaires 2020 – page 10.
# Tableau 1 : Subvention Etat 2020 (estimation, toute valeur en €)

<table>
<thead>
<tr>
<th>Crédits de MS</th>
<th>Notification définitive 2017</th>
<th>Notification définitive 2018</th>
<th>Notification après BR1 2019</th>
<th>Budget prévisionnel 2020</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>25 979 215</td>
<td>26 360 479</td>
<td>26 455 505</td>
<td>27 042 017</td>
</tr>
<tr>
<td>Masse salariale</td>
<td>25 979 215</td>
<td>26 331 567</td>
<td>26 455 505</td>
<td>27 042 017</td>
</tr>
<tr>
<td>Rémunérations principales et indemnités</td>
<td>15 673 449</td>
<td>15 897 587</td>
<td>15 919 575</td>
<td>16 273 249</td>
</tr>
<tr>
<td>Cotisations sociales</td>
<td>10 216 318</td>
<td>10 344 532</td>
<td>10 446 482</td>
<td>10 679 320</td>
</tr>
<tr>
<td>Prestations sociales</td>
<td>89 448</td>
<td>89 448</td>
<td>89 448</td>
<td>89 448</td>
</tr>
<tr>
<td>Actions spécifiques MS</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>28 912</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Sous-total des actions spécifiques</strong></td>
<td><strong>113 375</strong></td>
<td><strong>238 678</strong></td>
<td><strong>234 052</strong></td>
<td><strong>78 341</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>Sauvadet EAP (Pension civile)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Compensation décharge MCF stagiaires en année pleine</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>1 000</td>
</tr>
<tr>
<td>Compensation GVT (titulaires uniquement)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>109 114</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>PPCR compensation 2020 (titulaires uniquement)</strong></td>
<td><strong>113 375</strong></td>
<td><strong>38 882</strong></td>
<td><strong>74 311</strong></td>
<td><strong>76 341</strong></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Crédits de fonctionnement</strong></td>
<td><strong>2 731 699</strong></td>
<td><strong>2 612 336</strong></td>
<td><strong>2 728 008</strong></td>
<td><strong>2 603 711</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>Fonctionnement</td>
<td>2 054 204</td>
<td>2 040 685</td>
<td>2 018 408</td>
<td>2 034 608</td>
</tr>
<tr>
<td>Fonctionnement</td>
<td>2 073 116</td>
<td>2 073 116</td>
<td>2 073 116</td>
<td>2 073 116</td>
</tr>
<tr>
<td>Revenu annuel Collection Elsevier</td>
<td>- 52 969</td>
<td>- 54 708</td>
<td>- 54 708</td>
<td>- 54 708</td>
</tr>
<tr>
<td>Actions spécifiques fonctionnement</td>
<td>34 057</td>
<td>22 277</td>
<td></td>
<td>16 200</td>
</tr>
<tr>
<td>Compensation des exonérations de droits d'inscription</td>
<td>477 495</td>
<td>471 651</td>
<td>464 600</td>
<td>434 103</td>
</tr>
<tr>
<td>Exonération des DI étudiants boursiers</td>
<td>347 583</td>
<td>477 495</td>
<td>471 651</td>
<td>434 103</td>
</tr>
<tr>
<td>Ajustement en fonction du flux réel de boursiers rentrée 17-18 et DI 19-20 (exercice 2020)</td>
<td>129 912</td>
<td>- 5 844</td>
<td>- 7 051</td>
<td>NC</td>
</tr>
<tr>
<td>Opérations immobilières</td>
<td>200 000</td>
<td>100 000</td>
<td>245 000</td>
<td>135 000</td>
</tr>
<tr>
<td>Dotation accessibilité</td>
<td>50 000</td>
<td>50 000</td>
<td>100 000</td>
<td>50 000</td>
</tr>
<tr>
<td>Dotation mise en sécurité</td>
<td>150 000</td>
<td>50 000</td>
<td>85 000</td>
<td>85 000</td>
</tr>
<tr>
<td>Dotation sûreté</td>
<td></td>
<td></td>
<td>60 000</td>
<td>NC</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres</td>
<td>- 141 580</td>
<td>- 141 580</td>
<td>- 141 580</td>
<td>- 141 580</td>
</tr>
<tr>
<td>Mise en réserve 2020</td>
<td>- 141 580</td>
<td>- 141 580</td>
<td>- 141 580</td>
<td>- 141 580</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total UTBM</strong></td>
<td><strong>28 569 334</strong></td>
<td><strong>28 831 235</strong></td>
<td><strong>29 041 933</strong></td>
<td><strong>29 504 148</strong></td>
</tr>
</tbody>
</table>
Tableau 2 : Glissement Vieillesse Technicité (GVT), toute valeur en €

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>2017</th>
<th>2018</th>
<th>2019</th>
<th>2020</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>GVT positif</td>
<td>GVT négatif</td>
<td>GVT Solde</td>
<td>GVT positif</td>
</tr>
<tr>
<td>Titulaires</td>
<td>219 223</td>
<td>-14 258</td>
<td>204 965</td>
<td>243 280</td>
</tr>
<tr>
<td>Contractuels</td>
<td>49 784</td>
<td>5 688</td>
<td>55 472</td>
<td>69 670</td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td>269 007</td>
<td>-8 570</td>
<td>260 437</td>
<td>312 950</td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>Exécution</th>
<th>Prévision au 30/05/2019</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>GVT positif</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>GVT négatif</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>GVT Solde</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Tableau 3 : Analyse des services enseignement 2019/2020 (unité HeTD)

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>Global SE</th>
<th>Vacances</th>
<th>Pôle Humanités</th>
<th>Pôle Energie et Informatique</th>
<th>Pôle Mobilités et Transports</th>
<th>Pôle Industrie 4.0</th>
<th>Totaux intervenants enseignants uniquement</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Référentiel</td>
<td>3 833</td>
<td>33</td>
<td>1 119</td>
<td>1 109</td>
<td>450</td>
<td>1 122</td>
<td>3 833</td>
</tr>
<tr>
<td>Service dû</td>
<td>40 957</td>
<td>0</td>
<td>12 198</td>
<td>8 515</td>
<td>4 529</td>
<td>15 651</td>
<td>40 893</td>
</tr>
<tr>
<td>Service saisi</td>
<td>65 945</td>
<td>11 253</td>
<td>13 385</td>
<td>12 315</td>
<td>6 073</td>
<td>22 259</td>
<td>65 285</td>
</tr>
<tr>
<td>Service retenu</td>
<td>64 486</td>
<td>11 255</td>
<td>13 831</td>
<td>11 825</td>
<td>5 889</td>
<td>21 624</td>
<td>64 424</td>
</tr>
<tr>
<td>Sous services</td>
<td>811</td>
<td>0</td>
<td>234</td>
<td>74</td>
<td>113</td>
<td>386</td>
<td>807</td>
</tr>
<tr>
<td>HETD Stages Prévisionnel</td>
<td>2 153</td>
<td>0</td>
<td>18</td>
<td>890</td>
<td>329</td>
<td>917</td>
<td>2 153</td>
</tr>
<tr>
<td>H COMP</td>
<td>12 276</td>
<td>0</td>
<td>1 633</td>
<td>3 310</td>
<td>1 360</td>
<td>5 973</td>
<td>12 276</td>
</tr>
</tbody>
</table>
### Tableau 4 : prévision masse salariale (€) et ETPT

<table>
<thead>
<tr>
<th>Pôle</th>
<th>Biats</th>
<th>MS</th>
<th>ETPT</th>
<th>Moyenne</th>
<th>ETPT 2020</th>
<th>MS</th>
<th>ETPT</th>
<th>Moyenne</th>
<th>ETPT 2020</th>
<th>Vacataires</th>
<th>MS</th>
<th>ETPT</th>
<th>Moyenne</th>
<th>ETPT 2020</th>
<th>Totaux</th>
<th>MS</th>
<th>ETPT</th>
<th>Moyenne</th>
<th>ETPT 2020</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Pôle Industrie 4.0</td>
<td>875 059</td>
<td>15,05</td>
<td>58 150</td>
<td>14,50</td>
<td>4 805 926</td>
<td>54,03</td>
<td>88 953</td>
<td>53,00</td>
<td>5 680 985</td>
<td>69,09</td>
<td>82 226</td>
<td>67,50</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Pôle Energie Infos et Réseaux</td>
<td>882 210</td>
<td>13,71</td>
<td>64 364</td>
<td>14,40</td>
<td>4 357 783</td>
<td>52,84</td>
<td>82 470</td>
<td>52,86</td>
<td>5 239 993</td>
<td>66,56</td>
<td>78 726</td>
<td>67,26</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Pôle Humanités</td>
<td>48 944</td>
<td>1,00</td>
<td>48 944</td>
<td>1,00</td>
<td>2 761 382</td>
<td>37,74</td>
<td>73 165</td>
<td>35,37</td>
<td>2 810 325</td>
<td>38,74</td>
<td>72 540</td>
<td>36,37</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Pôle Mobilité et Transports du futur</td>
<td>221 375</td>
<td>4,00</td>
<td>55 344</td>
<td>4,00</td>
<td>1 173 474</td>
<td>15,47</td>
<td>75 853</td>
<td>16,67</td>
<td>1 394 850</td>
<td>19,47</td>
<td>71 639</td>
<td>20,67</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>CRB Pilotage</td>
<td>2 241 564</td>
<td>45,67</td>
<td>49 083</td>
<td>51,97</td>
<td>423 723</td>
<td>3,58</td>
<td>118 358</td>
<td>8,83</td>
<td>556 277</td>
<td>3 221 564</td>
<td>49,25</td>
<td>65 414</td>
<td>60,80</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>CRB DFP</td>
<td>738 053</td>
<td>15,17</td>
<td>48 659</td>
<td>15,20</td>
<td>1 095 047</td>
<td>12,18</td>
<td>89 881</td>
<td>11,15</td>
<td>8 302</td>
<td>1 841 403</td>
<td>27,35</td>
<td>67 325</td>
<td>26,35</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>CRB DRE</td>
<td>752 132</td>
<td>16,72</td>
<td>44 993</td>
<td>17,00</td>
<td>100 491</td>
<td>1,10</td>
<td>91 355</td>
<td>0,80</td>
<td>852 623</td>
<td>17,82</td>
<td>47 855</td>
<td>17,80</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>CRB DTN</td>
<td>1 045 313</td>
<td>16,48</td>
<td>63 448</td>
<td>16,60</td>
<td>18 679</td>
<td>0,25</td>
<td>74 715</td>
<td>0,25</td>
<td>1 063 992</td>
<td>16,73</td>
<td>63 617</td>
<td>16,85</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>CRB DREDI</td>
<td>360 296</td>
<td>7,68</td>
<td>46 893</td>
<td>6,80</td>
<td>585 095</td>
<td>6,00</td>
<td>97 516</td>
<td>1,50</td>
<td>945 391</td>
<td>13,68</td>
<td>69 091</td>
<td>8,30</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>CRB DRII</td>
<td>267 173</td>
<td>6,32</td>
<td>42 297</td>
<td>4,80</td>
<td>100 458</td>
<td>1,50</td>
<td>66 972</td>
<td>1,40</td>
<td>367 631</td>
<td>7,82</td>
<td>47 032</td>
<td>6,20</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>CRB Immobilier</td>
<td>729 912</td>
<td>15,18</td>
<td>48 095</td>
<td>15,80</td>
<td>729 912</td>
<td>15,18</td>
<td>48 095</td>
<td>15,80</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>CRB Bibliothèque</td>
<td>615 508</td>
<td>11,00</td>
<td>55 943</td>
<td>10,30</td>
<td>615 508</td>
<td>11,00</td>
<td>55 943</td>
<td>10,30</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Sous-total Etablissement</strong></td>
<td>8 777 541</td>
<td>167,96</td>
<td>52 259</td>
<td>172,37</td>
<td>15 422 058</td>
<td>184,69</td>
<td>83 501</td>
<td>181,83</td>
<td>564 580</td>
<td>24 764 179</td>
<td>352,68</td>
<td>70 217</td>
<td>354,20</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Sous-total SAIC</strong></td>
<td>1 247 014</td>
<td>25,61</td>
<td>48 700</td>
<td>NC</td>
<td>142 716</td>
<td>4,83</td>
<td>29 527</td>
<td>NC</td>
<td>1 389 730</td>
<td>30,44</td>
<td>45 656</td>
<td>NC</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total général UTBM</strong></td>
<td>10 024 555</td>
<td>193,57</td>
<td>51 788</td>
<td>172,37</td>
<td>15 564 774</td>
<td>189,53</td>
<td>82 124</td>
<td>181,83</td>
<td>564 580</td>
<td>26 153 909</td>
<td>383,12</td>
<td>68 265</td>
<td>354,20</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>
### Tableau 5 : Plafonds budgétaires 2020

<table>
<thead>
<tr>
<th>SO</th>
<th>eCOTP</th>
<th>Libellé</th>
<th>Fonctionnement</th>
<th>Investissement</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>E-1001</td>
<td>E001-19N01</td>
<td>Bureau Administratif du pôle</td>
<td>Budget 2018</td>
<td>Budget 2018</td>
</tr>
<tr>
<td>E-1002</td>
<td>E002-19N01</td>
<td>Plateforme Huma</td>
<td>BR 2019</td>
<td>BR 2019</td>
</tr>
<tr>
<td>E-1003</td>
<td>E003-19N01</td>
<td>Équipes de Recherche</td>
<td>Plafond 2020</td>
<td>Budget 2020</td>
</tr>
<tr>
<td>E-1004</td>
<td>E004-19N01</td>
<td>FISA</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>E-1005</td>
<td>E005-19N01</td>
<td>FISE</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>E-1006</td>
<td>E006-19N01</td>
<td>Master</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

#### Total Pôle Humanité
106 300 86 900 100 000
8 000 7 500 8 000

#### Total Pôle Mobilité et Transports
92 970 91 305 100 000
34 222 93 664 94 000

#### Total Pôle Plateforme Energie
- - -

#### Total Pôle Energie et Informatique
303 363 328 760 330 000
78 677 69 600 70 000

#### Total Pôle Industrie 4.0
209 100 172 468 180 000
147 774 77 000 77 000

#### Total Pôle Communication
277 500 429 126 430 000
31 000 19 000 19 000

#### Total Pôle Services Juridiques
41 400 33 100 33 000
15 000 1 500 1 500

#### Total Pôle Service du Directeur
53 840 52 400 52 500
- - -

#### Total Pôle Service Sécurité et Environnement
120 000 112 000 110 000
1 500 1 500 1 500

#### Total Pôle Affaires Financières
289 400 70 000 70 000
50 000 50 000 50 000

#### Total Pôle Service Médical
34 940 35 640 36 000
2 000 1 500 1 500

#### Total Pôle Service de la Reproduction
165 000 144 500 145 000
- - -

#### Total Pôle Affaires du Personnel
85 000 85 000 85 000
5 000 5 000 5 000

#### Total Pôle Services Humaines
138 000 112 000 110 000
1 500 2 000 2 000

#### Total Pôle Service Hygiène Sécurité et Environnement
22 500 114 300 115 000
56 178 56 500 57 000

#### Total Pôle Projets Emergents
79 690 45 000 45 000
60 000

#### Total Pilote
1 593 701 1 530 016 1 552 500
1 074 600 719 678 1 170 000

#### Total Etablissement
6 786 068 6 205 140 6 272 150
3 176 453 2 168 942 3 484 000

### Evolution
-9% 1% -32% 61%

---

FISE : Formation d’Ingénieurs sous Statut d’Etudiant
FISA : Formation d’Ingénieurs sous Statut d’Apprenti